



Fondation pour l'agriculture  
et la ruralité dans le monde

**« Quel cadre pour les politiques agricoles, demain, en Europe et dans les  
pays en développement ? »**

**Colloque des 27, 28 et 29 novembre 2006  
organisé par Notre Europe, Pluriagri et FARM**

**Intervention d'Edgard PISANI, ancien Ministre de l'Agriculture et de la Pêche,  
ancien commissaire européen.  
28 novembre 2006**

Quelle extraordinaire coïncidence que celle de l'intérêt simultané porté à l'Afrique par la Chine, les Etats-Unis et l'Europe. A y réfléchir de près, on y trouve une promesse et une menace. Je voudrais tenter de vous dire d'abord, où, à mes yeux, se trouve la menace, et à quelles conditions cette conjonction peut devenir une promesse, et dans quelles perspectives. Aussi ne m'inscrirai-je pas dans l'histoire, qui d'ailleurs ne vous apporterait rien, car elle est dépassée.

Où est la menace ? Je voudrais le dire sans accuser quiconque. Il me semble que la passion subite que la Chine porte à l'Afrique est sans doute essentiellement expliquée par le fait que l'Afrique possède des matières premières dont la Chine ne dispose pas. D'où vient l'intérêt que les Etats-Unis portent à l'Afrique ? Il paraît qu'elle est l'un des foyers du terrorisme. Hélas, elle en souffre mais est victime d'elle-même. Que je sache les Africains ne se manifestent pas particulièrement dans les attentats qui ont eu lieu. D'où vient l'intérêt de l'Europe ? L'Europe, et la France en particulier, représente un vieil attachement dont il faut que nous nous départissions pour le retrouver. Nous ne sommes pas en Afrique les héritiers de nous mêmes, nous sommes les amis de nos voisins et nous travaillons pour que cette région du monde trouve un équilibre qu'elle n'a, jusqu'à présent, jamais connu. La menace est le fait que ce qui intéresse en Afrique est la matière première. Des investissements y sont faits, non pas pour y créer des emplois, alors que la démographie explose, mais pour emporter dans de grands bateaux des matières brutes que la main d'œuvre d'ici ou de là transformera. Comment ne pas se poser la question, par exemple, de savoir si ne pourrait pas être reconnu aux pays africains le droit de prélever sur l'exportation de matières premières brutes un droit qui permettrait de constituer un fonds de développement de l'Afrique ? Car, enfin, ceux qui viendront de ces continents pour vous aider, pour animer votre développement, viendront tout armés de la capacité juridique, administrative, financière qu'ils ont. Ce n'est que latéralement qu'ils se préoccupent de votre développement, qu'ils se préoccupent de votre croissance, parce qu'elle favorisera la leur. Méfiez-vous de cette menace. Elle est considérable et elle serait redoutable si l'Afrique ne s'organisait pas pour y faire face.

Comment le peut-elle ? Je voudrais essayer, comme en me promenant, d'évoquer quelques actions, quelques attitudes, quelques décisions qu'il serait bon de prendre - j'en ai évoquée une tout à l'heure sur le problème du droit à l'exportation, symétrique du droit à l'importation - et qui, dans les

circonstances qui sont en train de naître, peuvent être utiles. Je crois que la première condition est que l'Afrique soit à la fois une et organisée en régions. Il ne faut pas qu'elle soit concurrente d'elle-même, mais il ne faut pas ambitionner d'organiser l'Afrique comme un ensemble, alors que les différences sont considérables d'une région à l'autre, alors qu'il y a des pays qui ont du pétrole et que d'autres n'en ont pas, alors qu'il y a des pays où l'agriculture vient naturellement, qu'elle a toujours existé et que dans d'autres, elle est très difficile. Des régions oui, car ce n'est pas si facile que cela entre pays voisins. Il y a des querelles ancestrales et la carte politique de l'Afrique a été ainsi faite qu'elle a calqué la géographie de la colonisation et non pas celle de l'héritage africain. Ainsi, nous nous trouvons devant des pays, pour amis qu'ils se déclarent, qui ne sont pas toujours prêts à travailler ensemble. Donc, il faudrait inventer des régions et leur donner des fonctions précises, de façon que, peu à peu, les Africains découvrent leur solidarité et choisissent de travailler ensemble pour aller plus loin. La première condition pour laquelle l'opportunité, qui s'est développée progressivement, soit saisie, c'est que l'Afrique se considère une et multiple. Non pas à cinquante, mais à cinq, six. Il existe des documents qui disent que ce procédé est déjà en route, s'il n'est déjà réalisé.

Je voudrais retenir deux domaines, parmi tant d'autres, où la construction régionale me paraît essentielle : celui de la recherche et celui de l'enseignement supérieur. Vous êtes incapables, dans la plupart des pays d'Afrique, d'avoir des centres de recherche significatifs. Je ne cache pas, pour l'avoir constaté par moi-même, que la recherche que nous avons consacrée à l'Afrique a été plus consacrée au développement de produits dont nous avons besoin, qu'au développement de l'agriculture dont l'Afrique avait besoin pour vivre. Il faut avoir des centres de recherche jumelés avec Paris ou Wageningen ou d'autres. Mais ils doivent peu à peu se dédier à la problématique locale, qu'elle soit climatique, sociologique, alimentaire, cela à une échelle telle qu'il puisse y avoir des centres pluridisciplinaires utiles et efficaces. Là, l'Europe peut vous aider considérablement, parce que nous avons une foule immense de chercheurs qui connaissent bien l'Afrique. Pourtant, ceux-là mêmes qui se sont passionnés pour elle, l'ont souvent regardée à partir de leur chaire qui n'était pas africaine. De la même façon, il me paraît absolument évident que la plupart des pays d'Afrique ne peuvent pas se doter d'un enseignement supérieur, dont ils ont besoin. La situation désespérante dans laquelle vous vous trouvez est que les meilleurs des vôtres iront faire leurs études de l'autre côté des eaux, et, à cause des salaires plus élevés qui y sont actuellement attribués, ils resteront de l'autre côté des eaux, au lieu de revenir au pays. Des exceptions existent mais elles sont rares. Ainsi, recherche et enseignement supérieur suffiraient pour que les régions aient un sens. Mais elles en ont évidemment un autre, sur lequel je n'insisterai pas. Elles constituent des ensembles qui sont géographiquement plus équilibrés, qui ont plus de chance d'aboutir à la conception d'un système de développement, qui ne soit pas limités par des frontières trop étroites. Y a-t-il d'autres domaines où il faut que l'occasion qui est offerte réveille chez vous une précaution, une attention, une éthique ? Ceux qui viennent essaieront de corrompre ceux qui dirigent, s'ils ne l'ont déjà fait. C'est ainsi que cela se passe partout dans le monde. Et vous ne vous en sortirez pas, vous ne pourrez pas vous en sortir, si ayant besoin d'argent immédiatement, vous vous précipitez sur la vente de matières premières, au lieu de négocier, au risque de retarder les investissements qu'on vous promet. Vous ne vous en sortirez pas

si vous ne négociez pas âprement la création des usines de transformation de ces matières premières, qu'elles soient minérales ou végétales.

Sans prolonger outre mesure mes propos, j'en reviens à l'agriculture. L'Afrique était autosuffisante il y a une trentaine, une quarantaine d'années ; elle ne l'est plus. L'aide alimentaire a d'ailleurs « aidé » à ce qu'elle ne le soit pas, et le prix de revient de la production agricole locale a amené les gouvernements à prendre des dispositions de libre-échange qui ont détruit des agricultures pourtant efficaces. Je pense au Président Félix Houphouët-Boigny qui s'est toujours inquiété du prix du riz et de la charge que cela représentait dans les budgets familiaux. Les experts lui ont dit que ces prix étaient la condition nécessaire au développement du riz en Côte d'Ivoire. Pour des raisons budgétaires, il en a éprouvé le regret par la suite, il a décidé d'ouvrir ses frontières au riz d'importation. Alors que la Côte d'Ivoire était autosuffisante en matière de riz, elle est devenue importatrice pour l'essentiel de sa consommation. Nous avons le devoir, avec vous, de réfléchir à la façon dont vous pouvez atteindre la sécurité alimentaire en vous donnant le temps, par un système à étudier, de vous protéger contre une concurrence que vous ne pouvez pas supporter ou qui, si vous pouviez, plongerait vos paysans dans la plus dramatique des misères. Il y a un autre risque et il est grave. Je vais vous en donner une image. Je connais un peu l'Afrique. Un jour, je visitais une bananeraie admirable aux ouvriers animés, compétents, actifs et gais. Le hasard a fait que je fus conduit aux limites de la plantation. De l'autre côté du grillage, j'ai vu la brousse dans sa tristesse grise ou noire. J'ai demandé au patron de la plantation si un hélicoptère ne pouvait pas me faire mieux admirer le site. Un hélicoptère fut mis à ma disposition – j'étais un personnage à l'époque. Le vert, la verdure s'arrêtaient aux limites exactes de la plantation. Ainsi, les hommes et les femmes qui travaillaient dans la verdure, dans une plantation, n'avaient en aucune façon été incités ou n'avaient en aucune façon, été aidés – et peut-être étaient-ils contrariés ? - pour planter des lopins pour leur autosuffisance. De ce fait, alors qu'ils avaient des terres fertiles, ils ne les cultivaient pas et achetaient, avec leur salaire, ce dont ils avaient besoin pour vivre.

Aussi, deux certitudes se profilent-elles à l'horizon. D'une part, le concept de sécurité alimentaire est en Afrique plus évident, plus contraignant, plus absolu qu'ailleurs. D'autre part, ce continent va augmenter de quelques centaines de millions d'habitants. Va-t-il faillir un peu plus et ne pas nourrir les enfants qu'il appelle à la vie ? La vision mondialiste sans nuance qui est aujourd'hui critiquée attend sa revanche alors qu'elle est, pour un continent comme l'Afrique, un non-sens, voire un crime.

Je voudrais aller plus loin et en venir aux modèles d'agriculture qu'il s'agit de favoriser. Nul doute que s'il y a de l'argent à gagner, si des terres sont disponibles, il y aura toujours des capitaux pour créer de grandes plantations. Monsanto et d'autres sont prêts à faire des expériences sur votre continent. Si vous n'inventez pas dans chacun de vos pays les moyens de l'épanouissement, du développement d'entreprises familiales agricoles, économes en énergie, donnant du travail à beaucoup et nourrissant de plus en plus, vous aurez manqué l'occasion qui vous est offerte. N'acceptez pas, sans y réfléchir à deux fois, que les plantations se multiplient, comme elles se multiplient dans le monde entier.

Je terminerai par là. Il y a trois milliards de paysans dans le monde. Il y en a huit cents millions en Chine. Il y a chaque année vingt-trois millions de Chinois qui quittent la campagne pour aller en ville, alors que les usines débauchent et que l'on ne sait plus quoi faire de cette main-d'œuvre dont on n'a plus guère besoin. Il y a des Etats, la Russie, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, dont les terres étaient collectives et qui les afferment à des conditions défiant toute concurrence à de grandes compagnies, par hasard américaines, pour qu'elles constituent de grands ensembles, capables d'aller sur le marché mondial. Prenons-y garde. On peut imaginer techniquement un monde nourrissant le monde (mais c'est difficile) à partir de quelques millions de fermes dotées chacune de quelques dizaines de tracteurs et de moins d'ouvriers. A l'opposé, il nous faut imaginer, en Afrique comme ailleurs, une agriculture familiale car elle est protectrice de l'environnement, elle crée autant de richesses que l'autre et permet que les déséquilibres démographiques qui menacent le monde soient moins grands qu'ils ne le seraient.

Voilà ce qu'un vieil homme peut dire au gré de soixante ans d'expérience et de connaissance de l'Afrique et d'une crainte, qu'une fois encore, une occasion soit manquée.